

## Rapport d'activités 2011 Partie Sud (Afrique)

### Le travail du comité

#### Le comité

Le comité, composé de sept personnes, a continué son travail à la fois sur les projets en Afrique et les activités d'information en Suisse. L'année en Afrique était marquée par les récoltes catastrophiques chez la plupart de nos partenaires. Pour assurer la nourriture, les instances, mais aussi les familles, sont obligées de consacrer les moyens prévus pour le développement des infrastructures et les économies à l'achat de céréales, heureusement rarement à l'étranger lointain, mais dans les régions excédentaires de la sous-région. Tout le monde se demande si ce sont les premiers signes de la catastrophe climatique annoncée, surtout dans ces régions du Sahel, toujours menacées par l'avancée du désert.

Ici, nous avons participé aux activités de la Fédération genevoise de Coopération et aussi développé le travail d'information avec les écoles.

Fidèles à nos convictions, nous sommes certes une ONG de développement, mais nous nous sentons très fortement solidaires avec les mouvements paysans du monde entier. Aussi, dans nos projets, nous sommes très soucieux de respecter, de soutenir et de renforcer les organisations paysannes sur place. Comme de nombreux exemples le montrent, la logique du « développement » peut déclencher sa dynamique propre et se retourner contre les organisations paysannes sur place. En effet, les moyens des ONG sont souvent beaucoup plus importants, leur logique de fonctionnement et de décision différente des pratiques sur place. Le danger d'ingérence est grand, il est souvent difficile de distinguer la « bonne » ingérence – pour corriger des dysfonctionnements – de la « mauvaise » ingérence, due à une autre conception de vivre ensemble et de concevoir son avenir.

#### Association membre de la Fédération genevoise de Coopération (FGC)

Les discussions au sein de la FGC se sont poursuivies. A la suite de notre document qui explique notre vision du travail de projet, nous avons eu des contacts avec plusieurs autres associations membres de la FGC. La FGC a lancé un processus de réflexion qui a abouti récemment à des améliorations, comme celle de la durée du projet qui passe de 2 à 3 ans. Il s'avère qu'il y a une certaine

### Assemblée générale Mardi 15 mai à 19h00 à l'Arcade 84, rue Schaub 3, à la Servette

#### Ordre du jour :

1. Rapports d'activités et financiers des comités Solidarité Nord et Sud
2. Décharges et élections des membres des deux comités Nord et Sud, approbation des comptes
3. Retour de mission janvier 2012
4. Discussions autour d'un verre de bissap



marge de manœuvre pour des « projets atypiques ». Bien difficile de définir ce terme ! Nous saluons l'esprit d'ouverture de la FGC, même si pour nous, les principales contraintes du mode de projet restent toujours :

**La durée du projet.** Souvent, les projets dans l'agriculture et les infrastructures sont de durée plus

longue, la conception et la prise de décision sont le fruit de longues tractations entre différents acteurs de la société. Les communes par exemple ont normalement - à côté des instances élues - un « cadre de concertation » dans lequel sont représentés toutes les forces de la société, les villages, les associations, les jeunes, les instances religieuses, les migrants, etc. Ce qui est de toute évidence un atout démocratique provoque toutefois un ralentissement des décisions... et parfois des changements de priorités en cours de route.

**Nos partenaires.** Nous travaillons presque exclusivement avec la base en évitant de passer par des ONG. Ces organisations ont moins l'habitude de travailler avec et pour « les blancs », ce qui a pour conséquence que les demandes de projet, les rapports et la comptabilité sont souvent moins précis et ponctuels que souhaité par la FGC. Les évaluations et audits demandés sont effectués sur place à prix d'or. Voilà un effet pervers du travail de projet, nous préférons développer les paysans plutôt que les fiduciaires !

## La promotion de la souveraineté alimentaire

### Le 3<sup>e</sup> Carrefour de la solidarité de la FGC

Début 2011 a eu lieu le 3<sup>e</sup> Carrefour de la solidarité de la FGC au Forum Meyrin. Nous nous sommes déjà fortement engagés lors du choix du thème et nous avons participé à sa préparation en proposant des sujets de tables rondes et des films. Nous avons pu montrer notre exposition et le comité a assuré une forte présence au stand tout le long de ces trois jours. Plusieurs classes de CO ont fait des visites guidées de l'exposition.

### La souveraineté alimentaire dans les projets de développement

En 2010, en lien avec le 3<sup>e</sup> Carrefour, la FGC a réalisé une étude sur le rôle et les perspectives de la souveraineté alimentaire dans les projets de développement. Elle se concentre sur l'Amérique latine. La FGC a mis en route la suite en direction de l'Afrique. Nous avons activement participé dans le groupe de travail préparant le travail des experts sur place.

## Travail d'information

### Le travail dans les écoles

Nous avons fortement réactivé le travail avec les écoles : Séance de travail avec le groupe des maîtres de géographie au Cycle d'Orientation. L'idée est de créer un groupe de travail entre nous et des professeurs de géographie dans l'optique de créer des supports pédagogiques compatibles avec le nouveau Plan d'étude romand (PER). Ce projet n'avance que lentement à cause du manque de disponibilité des maîtres.

Une intervention intéressante a eu lieu au CO de Bois-Caran en présence de Baganda Sakho, maire sénégalais.

### Informations sur les CLEC ( Caisses locales d'Épargne et de Crédit)

Le projet des CLEC a de fortes répercussions sur la dynamique de la société : promotion de projets économiques, souvent initiés par des femmes. Nous avons initié une mission pour créer un reportage sur les CLEC au Sénégal. Le journaliste Michaël Rodriguez est parti début 2012 au Sénégal pour investiguer sur les contextes et les perspectives du système de caisses, ainsi que pour rencontrer les clients des caisses afin de connaître leurs projets économiques et leurs motivations. Le but est une publication dans Le Courrier et l'organisation d'une séance publique de capitalisation et d'échange sur le thème.

## Le quotidien

### L'exposition sur les paysans

L'intérêt pour notre exposition est toujours vif. Nous avons pu la montrer à des endroits et occasions bien différents :

Carrefour de la FGC à Meyrin: L'alimentation en péril, quelle agriculture voulons-nous?	27 au 29 jan. 2011
Journée de lutte paysanne, Münsterplatz Berne	4 avril 2011
Semaine du développement durable à l'Ecole internationale	2 au 6 mai 2011
Maison de quartier de Carouge	21 oct. au 7 nov. 2011

### Bulletins

Nous avons rédigé deux bulletins qui ont été diffusés à 500 exemplaires papier et 125 en message électronique.

### Réunions

Le comité s'est réuni dix fois.

### Visites et missions

➤ Fin mai : Visite de **Baganda Sakho**, président de la Communauté rurale de Koar au Sénégal. Il a pu défendre sa vision du développement local devant la FGC qui avait refusé la première version du projet. Il a animé avec beaucoup d'enthousiasme

et de succès auprès des élèves une intervention au Cycle d'Orientation de Bois-Caran.

- Fin juin : La visite de **Lamine Ba**, notre correspondant au Sénégal, a permis de clarifier l'état du projet de la recherche-action paysanne.
- Septembre : Visite d'**Ibrahim Traoré**, partenaire malien de longue date. Président de l'association

ORDIK et actif dans beaucoup d'organisations paysannes de Kayes.

### Participations

Nous avons participé à différents groupes de travail, notamment à celui sur l'accaparement des terres à côté d'Uniterre, FIAN, l'Autre syndicat, Action de Carême, etc..

## Les projets en Afrique

La description intégrale des projets bientôt sur [www.cocagne.ch](http://www.cocagne.ch)

### Caisses Locales d'Épargne et de Crédit dans le département de Bakel (CLEC) Sénégal

Le problème de l'épargne et du crédit a toujours constitué un réel frein au développement de la zone. Les banques officielles y sont absentes, que ce soit pour les dépôts ou l'accès au crédit, ce qui bloque le développement des activités économiques et entraîne indirectement la dégradation du milieu, les troupeaux constituant encore la principale source d'épargne des émigrés. Aussi, des organisations sur place se sont-elles lancées depuis 1998 dans un programme de mise en place de caisses locales d'épargne et de crédit. Depuis, 26 caisses villageoises ont vu le jour et fonctionnent de manière autonome avec des succès plus ou moins

et de l'artisanat. Malheureusement, les taux d'intérêt sont trop élevés (autour de 16 % par an) pour encourager beaucoup de projets en agriculture, avec leurs rendements plus faibles et durées plus longues.

La nouvelle réglementation sur la micro-finance mise en place au Sénégal sous l'impulsion de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) demande aux CLEC des adaptations importantes dans leur fonctionnement et dans leur structure. Les mesures ont été prises pour créer une Union qui consolide les 26 caisses existantes, avec à la clé une professionnalisation, une gestion plus

rigoureuse, des outils internes de contrôle, de la formation pour le personnel des caisses, etc..

Le rôle de l'Union sera aussi d'être l'intermédiaire entre les caisses avec un surplus d'épargne et celles avec une demande de crédit plus importante. L'Union pourra aussi, selon les besoins, emprunter ou placer de l'argent auprès d'une banque officielle commerciale du Sénégal.

Dans ce cadre la priorité sera donnée à la mise en

place de nouveaux produits financiers adaptés aux besoins de chacune des catégories socioprofessionnelles (comme l'agriculture et l'élevage) et à l'élargissement des ressources financières pour développer le crédit. Cela passera par la sensibilisation auprès des migrants et des groupements pour renforcer davantage l'épargne stable.



La caisse de Djimbé



Sa gérante

grands. Fin 2011, le réseau compte 1833 sociétaires dont 33% de femmes et 56% d'hommes, le reste étant composé de groupements principalement féminins. Ces dernières années le nombre de sociétaires a continuellement augmenté. Le volume global de l'épargne est de 2'500'000 CHF, les taux de remboursement de 96%.

Les crédits ont permis de stimuler les activités économiques, surtout dans le domaine du commerce

## UPHORBAK (Union des Producteurs Horticoles du département de Bakel), Sénégal

### Mise en place d'une unité de gestion d'un tracteur

L'Union des Producteurs Horticoles de Bakel (UPHORBAK) regroupent plus de 300 unités de production qui sont des producteurs individuels, des groupements d'intérêt économique, des groupements de promotion féminine ou bien des exploitations familiales. Elle travaille depuis plus de 10 ans au renforcement et à l'organisation de la filière horticole et plus particulièrement du maraîchage en initiant des actions visant :

- le renforcement des compétences professionnelles des producteurs,
- l'approvisionnement collectif en matériel et en intrants (semences et engrais),
- l'organisation de la filière, à l'étalement des productions et de la commercialisation,
- la création d'un cadre de concertation entre producteurs, négociants et autorités de tutelle en vue de réguler et de protéger les marchés locaux.

De 2007 à 2009, avec l'appui des Jardins de Cocagne, l'UPHORBAK a conduit un programme qui a permis de gérer un fonds de garantie pour faciliter l'achat d'équipements, d'appuyer la production des semences de qualité de piment et d'oignon, d'organiser la commercialisation des produits horticoles et de renforcer les capacités des producteurs sur les techniques de pépinière, d'entretien de parcelles et de lutttes contre les parasites.

L'Union a organisé de ses propres moyens des formations et a mis en place d'infrastructures de

stockage et de transformation pour mieux valoriser les produits collectivement.

Récemment, avec l'appui des Jardins de Cocagne, l'Union a acquis un tracteur à multiples fonctions pour des prestations de services mécanisés, du transport des intrants et des récoltes, de l'aménagement. Le fonctionnement sera sous la responsabilité d'un comité de gestion qui se chargera de la gestion et du suivi de l'unité (gestion du personnel, carnet de bord, fiche d'entretien, réparation...).



## Commune de Koussané : Programme de développement local, Mali

Koussané est une vaste commune, située dans le cercle de Kayes, regroupant 28 villages et peuplée de 20'000 habitants. Les handicaps naturels y sont nombreux : le climat sahélien y est difficile, les sols déjà dégradés subissent de plus la présence des troupeaux venant du nord, poussés par la sécheresse. Les fleuves ou les oueds permanents sont absents et la capitale régionale, Kayes est lointaine et difficile d'accès.

L'agriculture et l'élevage, conduits de façon traditionnelle, constituent les deux principales activités économiques. Du fait de l'absence de cours d'eau pérenne, l'agriculture ne peut être que dépendante de la pluie, sa seule marge de progression consisterait dans la mise en place d'ouvrages visant à une meilleure maîtrise de l'eau. L'élevage constitue la seconde activité économique après l'agriculture, il s'agit d'importants troupeaux de bovins conduits de manière extensive et transhumant durant l'hivernage vers le nord.

Depuis une dizaine d'années, un cadre de concertation regroupant des élus et des représentants de la société civile a été mis en place pour appuyer la réflexion de la commune et pour gérer, dans un esprit de démocratie participative, les actions à conduire pour réaliser le programme de développement dont s'est dotée la collectivité. Pour ce faire, a été installé un outil financier, le fonds de développement local (FDL), qui gère les financements apportés par les partenaires de la commune (migrants, bailleurs de fonds, ONG, comités de jumelages...) de façon concertée, dans un cadre de transparence et de sécurité dans la gestion des fonds.

Les premiers programmes appuyés par les Jardins de Cocagne ont permis de tester le dispositif et les modalités de gestion des fonds. Des activités visant les besoins primaires des populations, santé, école, accès à l'eau potable, ont été mises en place soit directement avec les fonds du projet, soit par l'intermédiaire de fonds issus de la coopération

décentralisée et ne transitant pas par le cadre de concertation.

En 2011 un nouveau programme a démarré avec l'appui de la FGC. Outre la poursuite des actions antérieures, cette seconde phase du projet mettra l'accent sur la formation et la promotion des représentants de la société civile pour qu'une réelle démocratie participative s'instaure.

Elle intégrera dans ses actions un volet gestion des ressources naturelles qui compte tenu du caractère rural de la population et des activités économiques de celle-ci s'avère aujourd'hui, dans un contexte de changement climatique marqué, essentiel pour garantir un environnement agro écologique propre à soutenir un développement durable.

### PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES BANQUES DE CEREALES DU CADRE DE CONCERTATION DE LA COMMUNE

La saison des pluies 2011 a été catastrophique en région de Kayes et en particulier dans la commune de Koussané. La pluviométrie a été insuffisante sur toute l'étendue du terroir national en général et en particulier sur les régions sahéliennes qui ont été durement touchées. Cette sécheresse s'est traduite par l'installation tardive de l'hivernage et l'arrêt des



Village de Hamo, commune de Koussané



Sylla, animateur local

rare et maigres pluies tombées à partir de la première décennie du mois de septembre, laissant les tiges de céréales séchées et sans épi. Cette situation a créé un déficit criant de production agricole et une crise alimentaire pour un nombre important de familles dans toute cette zone, dont la commune rurale de Koussané. Les autorités communales, conscientes de cette situation de précarité ont alors fait appel à leurs partenaires pour mettre en place un programme visant à renforcer les banques de céréales de la commune en vue de répondre au mieux aux besoins alimentaires.

Les objectifs du programme sont les suivants :

- Une aide soutenue sous forme de don de céréales aux familles démunies de la commune,
- la constitution d'un stock de sécurité pour la couverture de la période de soudure (du mois juin au mois d'août),
- la vente de céréales à un prix inférieur à ceux du marché (qui ont beaucoup augmenté du fait de la pénurie),
- dans ce cadre, la redynamisation des banques de céréales au travers de l'appui financier et un appui conseil pour permettre une bonne gestion des différentes banques.

Le projet consistera dans la création d'un magasin central à Koussané même et des magasins secondaires dans quatre villages, la décentralisation des magasins de céréales permettant de réduire les distances à parcourir. Au niveau de chaque magasin un gérant de banque issu du village a été recruté.

La quantité de céréales qui sera mise à disposition sera fonction des appuis obtenus auprès des partenaires de la commune. La FGC a autorisée l'utilisation d'une partie du FDL pour l'achat de céréales, les migrants ont également participé ainsi que l'Etat malien qui a fourni gratuitement un stock.

## Communautés rurales de Koar et de Goumbayel : Programme de développement local, Sénégal

Suite à des découpages administratifs, l'ancienne communauté rurale de Kothari a été partagée entre plusieurs communautés rurales. Les responsables de celles de Koar et de Goumbayel ont choisi d'expérimenter l'intercommunauté et de construire ensemble un programme de développement local où la société civile gère un fonds de développement local au service des producteurs et des associations de la base.

Ce programme avait été proposé en 2010 à la FGC mais la commission technique avait donné un préavis défavorable.

Une nouvelle formalisation du projet a été proposée en 2011, un débat entre la FGC et les Jardins de Cocagne avec la participation du président de la communauté rurale de Koar a permis de lever les malentendus et un accord a été obtenu pour ce programme.

Au sein de la communauté rurale de Kothiari, les actuels élus des deux collectivités avaient participé à une démarche de développement local où les élus et représentants de la société civile, dans le cadre d'instances aux responsabilités très précises, gèrent, à l'écoute des besoins des villages un fonds destiné à apporter des solutions aux problèmes prioritaires inscrits dans des plans annuels.

De 2007 à 2009 la participation de producteurs et de responsables associatifs à un programme de recherche action montré l'importance du rôle de l'exploitation familiale, de la production agricole et



animale locales, mais aussi les blocages qui freinent son évolution.

La prise de conscience de l'importance de la souveraineté alimentaire et l'évolution des priorités, du social vers l'économique, ont amené les responsables des deux communautés rurales à se réunir pour proposer un programme de développement local ayant pour priorité l'augmentation de la production agricole vivrière, du maraîchage et de l'élevage au sein de l'exploitation familiale.

Autour d'un comité de pilotage constitué d'élus et de représentants de la société civile, les comités villageois feront remonter les projets de leur localité, ces projets seront ensuite mis en œuvre avec l'appui d'un fonds géré localement ou sous forme de prêts logés dans une Caisse Locale d'Épargne et de Crédit (CLEC) et bénéficiant d'un fonds de garantie.

Les actions concerneront principalement l'accès à des moyens de productions et à la mise en place d'infrastructures pour un élevage laitier plus productif ou pour les cultures vivrières mais elles pourront aussi concerner des domaines sociaux ou éducatifs. Il s'agira également de constituer localement des stocks céréaliers et de mettre en place des actions visant à une meilleure gestion de la forêt en vue de son maintien et de son développement.

## Association des Planteurs et Maraîchers de Maréna (APM), Mali

### Construction d'un micro barrage et renforcement des capacités des horticulteurs

Cette association regroupe plus de 1'500 paysans pratiquant le maraîchage le long de la rivière Kolimbiné au Nord de Kayes au Mali. Dans les années 1990, à l'initiative d'une association déjà partenaires des Jardins de Cocagne, les paysans ont commencé à cultiver des légumes, après l'hivernage, le long de la rivière. L'activité se résumait alors à l'entretien de quelques parcelles de fruitiers et de petites parcelles de légumes (oignon échalote, aubergine africaine, patate douce, feuilles de niébé, rarement la tomate et les laitues) principalement mises en culture par des femmes et qui voyaient la campagne s'arrêter au plus quatre mois après les pluies du fait du tarissement des eaux de la rivière Kolimbiné.

Avec ces partenaires, l'APM a réfléchi la mise en place d'un projet permettant de lever deux des contraintes majeures à savoir la disparition trop rapide de l'eau dans le lit de la rivière et la faible compétence des producteurs. Ce projet consiste principalement dans la construction d'un barrage qui permettra de retenir l'eau, il a démarré en 2011.

Les activités poursuivies cette année ont consistées :

- dans la réalisation de l'étude de faisabilité et de l'étude technique.
- Dans l'organisation et le démarrage du ramassage des pierres par les villageois : l'ouvrage sera entièrement en pierre maçonnée et utilisera à cet effet plusieurs centaines de



Construction du nouveau barrage

chargements de moellons. Ces pierres seront ramassées au niveau des villages par les producteurs puis acheminées vers le site par les transporteurs locaux qui ont accepté de travailler à prix coûtant.

- Dans la mobilisation des financements des migrants, des sections villageoises de l'APM et de la commune de Koussané.

Les travaux ont effectivement démarré fin 2011, l'ouvrage devrait être opérationnel avant l'hivernage 2012.

## Lutte contre le VIH/Sida dans la région du bassin du fleuve Sénégal

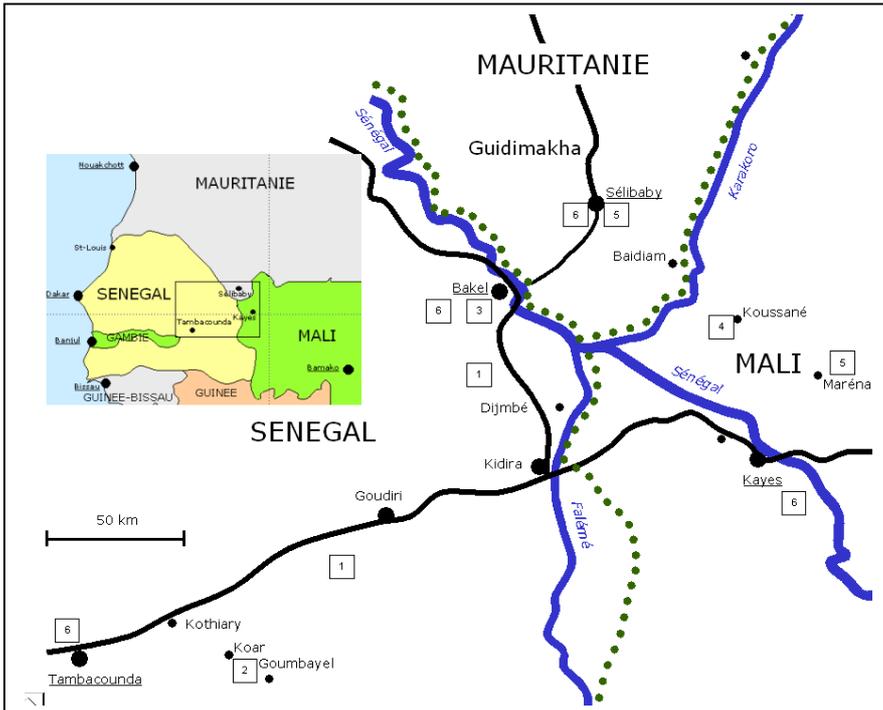
Les activités des différents partenaires de ce projet soutenu par la FGC continuent à donner satisfaction. Brigitte Studer, membre de notre comité, s'est rendue dans la région en janvier 2012. Elle a pu se rendre compte de leur fort engagement bénévole pour la problématique du VIH et leur capacité de s'adapter à l'évolution de l'épidémie. Les activités de prévention s'adressent aux personnes les plus vulnérables face au VIH, tout particulièrement parmi les populations rurales. Les approches varient entre représentation théâtrale, émissions radio, causeries ou encore conseil plus personnalisé.



Le comité sida de Bakel au Sénégal a élargi son activité à une région particulièrement enclavée au Kenieba où l'exploitation traditionnelle de l'or attire des migrants des pays voisins. L'association Ladoo à Kayes, au Mali, développe une approche participative de sensibilisation en formant des femmes relais dans les villages. En Mauritanie, dans le Guidimakha, le travail est difficile en raison de persistance de tabous et d'une situation politique et sociale difficiles. ADIG a su y poursuivre ses activités en organisant des réunions de concertation entre différents représentants de la société civile et les autorités locales et en formant des formateurs et de relais communautaires. L'Association Clinique Counseling (ACC) de Tambacounda s'est investie dans la sensibilisation des personnes plus exposées (travailleuses du sexe, saisonniers et routiers). L'Hôpital de Tambacounda est une référence pour le suivi des malades. Appuyée par l'ACC, l'association PVVIH, Djigui Sembe, s'est fortement développée et

compte à présent 80 membres. Vu la grande demande des membres pour le financement d'activités génératrices de revenu, une contribution spécifique a été obtenue ce printemps de la part de l'entreprise Capital International à Genève.

Une rencontre régionale de tous les acteurs a eu lieu en juillet 2011. Le thème était la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH/sida, facteur de blocage de lutte contre les infections sexuellement transmissibles et le SIDA.



**Les organisations paysannes et communes partenaires des Jardins de Cocagne:**

- 1) CLEC, Caisses Locales d'Epargne et de Crédit au Sénégal
- 2) Communes de Koar et de Goumbayel, Fonds de développement local
- 3) UPHORBAK (Union des horticulteurs de département de Bakel)
- 4) Commune de Koussané, Fonds de développement local
- 5) APM, Association des Planteurs de Maréna
- 6) Projet de lutte contre le Sida entre Tambacounda, Bakel, Kayes et Sélibaby

**Soutenir le travail des Jardins de Cocagne – Solidarité Nord et Sud**

- Devenir membre de soutien
- Faire un don pour un projet ou le travail de Jardins de Cocagne – Solidarité Nord et Sud, **demandez un BV ou utilisez le CCP ci-dessous**
- Participer aux activités des Jardins de Cocagne – Solidarité Nord et Sud
- Diffuser notre bulletin

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_

Tél.: \_\_\_\_\_

**Les Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud,**  
cp 245, CH-1233 Bernex  
**SoliSud@Cocagne.ch - www.Cocagne.ch**  
CCP: 30-175347-2, Les Jardins de Cocagne -  
Solidarité Nord et Sud, Dons

Membre de  
la Fédération  
genevoise de  
coopération  
(FGC)

